

## Analyse des options de réponses et atténuation des risques de violence basée sur le genre : directives pour les prestataires de services financiers <sup>i</sup>

Les crises humanitaires sont caractérisées par des conditions d'incertitude et d'insécurité mettant les personnes en danger. Malgré les meilleures intentions, toute intervention humanitaire, y compris monétaire, peut potentiellement nuire. Bien qu'en soit les transferts monétaires ne sont pas intrinsèquement risqué, les prestataires de services financiers œuvrant dans l'humanitaire doivent impérativement intégrer des actions protectrices afin d'identifier, analyser en continu et atténuer les risques associés. Par ailleurs, ils sont tenus du suivi et de l'adaptation de leurs interventions afin de répondre aux besoins spécifiques et garantir la sûreté, la dignité et l'inclusion de diverses sous-populations, y compris les plus marginalisées historiquement et contextuellement (ex. femmes, personnes vivant avec un handicap, LGBTI).<sup>ii</sup>

Le suivi post-distribution est une pratique courante au sein des transferts monétaires permettant de comprendre si tant le processus que les résultats ont atteint les objectifs escomptés par le projet ainsi que d'analyser l'expérience des bénéficiaires. Ce suivi comprend la collecte de données relative aux risques liés à la sûreté et la protection, dont la violence basée sur le genre (VBG), permettant aux prestataires d'intégrer à la mise en œuvre des actions protectrices contre la VBG pour l'atténuation des risques et une sûreté accrue.

Le document [\*Guide pour la Protection lors d'Interventions Monétaires\*](#) recommande aux prestataires de services financiers d'adapter le système de suivi des transferts monétaires afin de refléter les risques apparentés à la protection identifiées lors de la phase d'analyse des options de réponses. Les risques en termes de protection mais également les bénéfices liés à une protection accrue, les besoins spécifiques, les vulnérabilités et la résilience des bénéficiaires changeront et évolueront tout au long de la mise en œuvre. Les prestataires de services financiers sont tenus de développer des systèmes de suivi capables de suivre en continu ces changements ainsi que la mise au point d'une conception et des approches de mise en œuvre en fonction des circonstances des bénéficiaires et répondant à leurs besoins.

Ces directives accompagnent le module de Module de Suivi Post-Distribution : Comment Adapter l'Intervention afin d'Atténuer les Risques de VBG Apparentés aux Transferts Monétaires [\*.iii\*](#)

L'outil de suivi post-distribution devrait être utilisé par les prestataires de services financiers en

consultation avec les prestataires de services de lutte contre la VBG et géré par l'équipe de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (MEAL) pour :

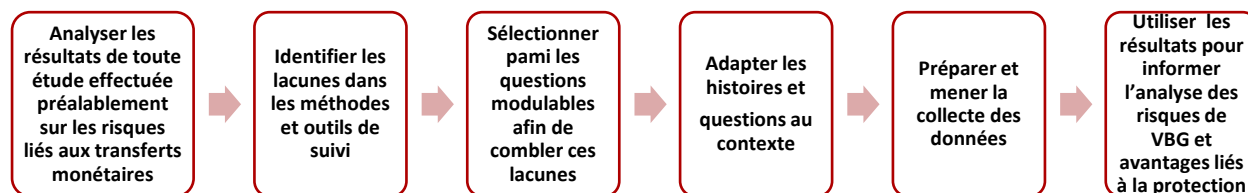
- a. Suivre les risques de VBG mais également la protection accrue apparenté aux transferts monétaires, ainsi que l'efficacité des actions protectrices intégrées dans la conception de l'intervention pour atténuer les risques ; et

Prendre en compte les adaptations apportées à la conception et à la mise en œuvre des transferts monétaires (ex. ajustement du mécanisme de distribution, du montant, de la fréquence ou durée du transfert, des activités complémentaires pour une protection accrue contre la VBG. L'outil de suivi post-distribution est un questionnaire modulaire conçu pour une utilisation sur mesure, adaptable au contexte et en complémentarité des outils déjà de vigueur. En utilisant l'outil « Analyse et Atténuation des Risques de Violence Basée sur le Genre par le biais d'Histoires Courtes : Guide pour les Discussions de Groupe et Entretiens dans le cadre de Transferts Monétaires » les prestataires peuvent identifier les risques apparentés aux transferts monétaires. Une fois les risques identifiés, les prestataires de services financiers devraient collaborer avec les spécialistes de lutte contre la VBG afin de sélectionner, d'une part, les actions protectrices les plus à même d'atténuer les risques de VBG associés à l'intervention monétaire et, d'autre part, identifier si et comment celle-ci optimise des interventions ou aboutissement apparentés au secteur de la protection et de lutte contre la VBG. Les intervenants devraient ajuster le suivi post-distribution en adaptant les options de questions (i.e. fiche d'enquête) et de réponses (i.e. fiche de choix). Il est recommandé de minimiser les doublons et le suivi intrusif. Durant la préparation des outils, comparer les questions avec les autres outils utilisés (y compris ceux utilisés par les agences partenaires) et décider si les mêmes informations peuvent être déterminées par une source secondaire.

Certaines questions du suivi post-distribution sont des questions qualitatives. Les méthodes qualitatives sont un élément essentiel de l'évaluation de l'impact des interventions monétaires sur la vulnérabilité à la VBG puisqu'elles permettent aux équipes monétaire, MEAL et de VBG de comprendre les problèmes de protection à travers les expériences des bénéficiaires. Les questions peuvent être posées sous la forme d'un questionnaire comme celui fourni mais aussi être adaptées pour une utilisation dans des discussions thématiques de groupe supplémentaires.<sup>ivv</sup>

Examiner le support utilisé pour faciliter les sessions de sensibilisation et de suivi. Les normes locales de genre ont souvent un effet sur la manière dont les bénéficiaires ciblés peuvent accéder à différents efforts de suivi. Il est important de diversifier les méthodes de sensibilisation de la communauté étant donné que les hommes et les femmes ont probablement un accès à l'information différent. Par exemple, dans les contextes où les femmes ne disposent pas librement du téléphone familial, mener des suivis post-distribution par téléphone pourrait ne pas être aussi approprié et inclusif que de les mener en face à face. Pareillement, dans d'autres contextes, mener des suivis post-distribution avec des femmes dans le cadre de visites à domicile peut avoir des conséquences négatives pour leur sécurité, en particulier si le moniteur est un homme.<sup>viii</sup>

## Étapes à suivre par le prestataire de services financiers en coordination avec les collègues de lutte contre la VBG et MEAL :



Les équipes des transferts monétaires, de VBG et MEAL devraient collaborer ensemble pour analyser les résultats du suivi post-distribution ; chaque équipe apporte des compétences différentes et un point de vue unique. Les efforts de coordination devraient être consignés dans les procédures opérationnelles standard (POS) pour garantir que les suivis post-distribution mentionnent les adaptations à réaliser pour atténuer les risques de VBG et promouvoir un apport à une protection accrue pouvant être imputé aux transferts monétaires grâce à la conception et mise en œuvre du programme spécifiquement tenant compte de ceci..Les POS devraient également inclure des plans de contingence pour pallier aux problèmes liés à la sûreté de l'intervention identifiés lors du suivi post-distribution afin s'assurer qu'ils soient immédiatement traités en collaboration avec les acteurs de lutte contre la VBG.

Les bonnes pratiques reflétant les normes à respecter lors de la préparation du suivi post-distribution comprennent :

- Former les équipes monétaires et de suivi-évaluation sur les notions de base liées au genre, la VBG ainsi que sur les principes directeurs pour la prévention et la réponse à la VBG ;<sup>viii</sup>
- Former les équipes monétaires et de suivi-évaluation sur la diversité, la sensibilité et l'importance du respect de toutes personnes sans distinction de sexe, âge, capacités, identité, groupes<sup>ix</sup> ou profession ;<sup>x</sup>
- Composer l'équipe suivi-évaluation effectuant la collecte des données d'individus partageant le même profil que l'échantillon des personnes interrogées pour l'analyse ; c'est à dire Ils devraient pouvoir parler la même langue et représenter les mêmes sous-populations, et diversité.<sup>xi</sup> De plus, l'équipe devraient être composés tant bien de femmes que d'hommes, du fait de la norme établissant que ceux effectuant la collecte de données doivent être du même sexe que les personnes interrogées, à moins que celles-ci ne préfèrent le contraire. On devrait s'efforcer de recruter des personnes vivant avec un handicap et, si possible, LGBTI.<sup>xii</sup>
- Former l'équipe effectuant la collecte de données sur l'impératif humanitaire ainsi que les codes de conduite, y compris sur : la prévention de l'exploitation et des abus sexuels ; les politiques de protection de l'enfance ; mécanismes de redevabilité et de rapportage ;
- Cartographier le système et les voies de référencement VBG propre au contexte (y compris le système spécifique à chaque sous-population pour lequel le degré d'exposition à la VBG a été identifié) puis former l'équipe de collecte des données sur celles-ci ainsi que sur comment apporter les premiers secours psychologiques ;
- Informer toute personne impliquée dans l'analyse de l'objectif des activités de collecte de données et expliquer les outils utilisés (les questions sur la VBG pourraient sinon être mal-reçues) ;

- Traduire les outils dans la(les) langue(s) locale(s) et reflétant les préférences, dialectes et sensibilités culturelles des populations cibles. Cela est particulièrement important lorsqu'on aborde des questions sensibles telles que celles liées à la protection et à la VBG ; et
- Former l'équipe de collecte des données sur l'outil et les méthodologies d'analyse afin qu'ils comprennent l'objectif des questions, l'importance de leur formulation ou bien l'importance de l'ordre de placement et comment effectuer leur analyse.

Les bonnes pratiques reflétant la norme à respecter pour réaliser l'analyse comprennent :

- L'échantillon des personnes interrogées reflète la diversité de la population cible (ex. femmes, hommes, adolescentes, adolescents, ainsi que personnes vivant avec un handicap et leurs soignants, personnes âgées, personnes s'identifiant comme LGBTI et personnes s'identifiant contraintes à la prostitution de survie ou les personnes s'identifiant comme actif dans le travail du sexe).<sup>xiii xiv</sup>
- La collecte des données est planifiée avec les personnes interrogées et la durée est basée sur leur disponibilité.
- Les discussions de groupe (FGD en anglais) et entretiens avec informateurs clés (KII en anglais) sont menés dans des cadres sûrs, privés et dignes. Des mesures devraient être prises pour garantir la confidentialité. Les personnes interrogées devraient avoir la possibilité de choisir le lieu des FGD et KII. Les collecteurs de données devraient être du même sexe que les personnes interrogées (à moins que celles-ci ne préfèrent le contraire). Dans le cas de discussions de groupe, les groupes seront du même sexe et appartiendront à la même tranche d'âge.<sup>xv xvi</sup>
- Les collecteurs de données obtiennent le consentement éclairé des personnes interrogées avant de commencer une FGD ou un KII. Les collecteurs de données expliquent en détail le processus de la méthodologie et comment les données seront utilisées. Toutes les demandes de consentement sont formulées dans les langues appropriées et incluent une option de retrait.
- Les données sont stockées conformément aux protocoles de sécurité des données.

<sup>i</sup>Ces directives et le module de suivi post-distribution pour l'adaptation des interventions monétaires afin d'atténuer les risques de VBG ont été développés par la Commission des femmes pour les réfugiés (WRC), l'International Rescue Committee (IRC) et Mercy Corps. L'outil de suivi a été façonné par les outils d'analyse des moyens de subsistance et des risques par cohorte de la WRC, les directives Urban Gender-based Violence Risk Assessment Guidance: Identifying Risk Factors for Urban Refugees de la WRC et CHAD PRM: Qualitative Research to Understand the Use of Cash Transfers for Women Refugees and IDPs in Humanitarian Settings de l'IRC, l'outil de suivi post-distribution pour les interventions monétaires en Grèce de Mercy Corps, le document rédigé par UNFPA/Oxfam/CARE « Le sexe et les transferts monétaires : un guide pratique pour la Grèce » (2017) et le formulaire d'évaluation d'interview d'informateur clé interinstitutionnel sur la sûreté et la protection d'ONU Femmes. Nous adressons des remerciements particuliers aux membres d'équipes suivants : Tenzin Manell, Nadine El-Nabli et Anna Myers (pour la WRC) ; Melanie Megevand, Anna Rita Ronzoni et Sawsan Issa (pour l'IRC) ; Kevin McNulty, Mohie Wahsh et Rebecca Vo (pour Mercy Corps). Merci à CARE pour la traduction de ces outils en langues supplémentaires.

<sup>ii</sup>L'acronyme LGBTI est un raccourci pour désigner les personnes « lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes ». Pour un glossaire des termes associés à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, voir les directives relatives à la VBG de l'IASC, annexe 2, p. 319 (<http://gbvguidelines.org>). Cependant, comme certains l'ont fait remarquer, l'utilisation croissante de ces acronymes, qui regroupent plusieurs identités différentes sous un même mot, pose des problèmes conceptuels et pratiques. Par exemple, elle contribue à l'amalgame de deux concepts d'orientation sexuelle et d'identité de genre analytiquement distincts. Elle ne permet pas non plus de faire la distinction entre les réalités différentes auxquelles sont confrontées, par exemple, les personnes transgenres par rapport aux personnes bisexuelles ou intersexes. En outre, dans de nombreux pays du monde, les individus ayant des orientations sexuelles ou identités de genre différentes, ne s'identifient pas sous l'appellation LGBTI, voire même comme gay ou queer. Ils peuvent se définir selon certains termes locaux spécifiques. À part ces mises en garde, de nombreux défenseurs des droits de l'homme et acteurs humanitaires, y compris la WRC, utilisent le terme LGBTI comme raccourci pratique.

<sup>iv</sup>Voir le document édité par l'UNFPA/Oxfam/CARE, Genre et transferts monétaires : un guide pratique pour la Grèce (2017).

---

<sup>v</sup>L'outil de suivi post-distribution a été codé dans Excel pour Kobo et peut nécessiter des modifications de codage pour une utilisation dans ODK ou un logiciel similaire. Les options de questions et réponses peuvent être adaptées pour une utilisation au format papier. On peut envisager de poser un sous-ensemble de questions en complément des suivis post-distribution de ménage dans les discussions thématiques de groupe et les intégrer au plan de suivi du programme.

<sup>vi</sup>Voir remarque iv.

<sup>vii</sup>La meilleure pratique est que les moniteurs soient du même sexe que les personnes interrogées. Cependant, dans certains contextes où il est difficile de recruter du personnel féminin et où le suivi post-distribution est mené par des moniteurs masculins, il est particulièrement important d'aborder les méthodes de suivi en tenant compte du genre.

<sup>viii</sup> Si des traducteurs sont nécessaires pour mettre en place des activités d'analyse, ils devraient également recevoir une telle formation.

<sup>ix</sup> Par exemple, nationalité, statut de réfugié, classe sociale, appartenance ethnique, religieuse, politique, etc.

<sup>x</sup> Par exemple, les personnes contraintes à la prostitution de survie ou les personnes s'identifiant comme actif dans le travail du sexe.

<sup>xi</sup> Par exemple, appartenances ethniques, religions, nationalités, etc.

<sup>xii</sup> Les discussions thématiques de groupe et entretiens avec les personnes interrogées s'identifiant comme LGBTI devraient idéalement être menés par des personnes s'identifiant également comme LGBTI.

<sup>xiii</sup> Si les ressources le permettent, l'organisation de discussions thématiques de groupe avec des sous-populations à saturation est recommandée (ex. adolescentes mariées et non mariées ; personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes ; personnes avec handicaps physiques, auditifs, oculaires, intellectuels ou psychologiques et leurs soignants).

<sup>xiv</sup> Lorsque les problèmes de sécurité préoccupent les participants (ex. personnes LGBTI ou se livrant à la prostitution de survie/au sexe tarifé et/ou facilitateurs, envisagez de tenir des discussions de groupe avec des femmes, hommes, adolescentes, adolescents et personnes handicapées et menez les entretiens avec des personnes LGBTI et des personnes se livrant à la prostitution de survie/au sexe tarifé.

<sup>xv</sup> Lors de l'échantillonnage de personnes handicapées, tenez les consultations séparément des autres sous-groupes et, le cas échéant, avec des soignants du même sexe. Bien que la meilleure pratique consiste à intégrer les personnes handicapées dans les consultations communautaires avec des groupes du même âge et du même sexe, les questions de cette évaluation ciblent spécifiquement les sous-groupes et nécessitent donc des consultations séparées.

<sup>xvi</sup> N'interrogez pas une femme ou une fille si son mari ou un membre masculin de la famille est à proximité puisqu'elles seront probablement inclinées à répondre d'une certaine façon, se sentiront mal à l'aise de répondre et pourraient être d'autant plus exposées à la VBG après le départ des collecteurs de données.

**Merci à CARE pour la traduction de ces outils dans d'autres langues.**

Don du gouvernement des États-Unis

